

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre

St Cyr en Val, le 7 mars 2011

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Installation classée

**SOCCOIM
à
DADONVILLE**

**Régularisation de l'activité de la plate-forme
de compostage exploitée par cette société**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

PRÉSENTATION	2
1. OBJET DE LA DEMANDE.....	2
1.1 Nature et volume des activités.....	2
1.2 Description de l'établissement et historique administratif	3
1.3 Présentation de la demande	4
1.4 Cadre administratif de l'instruction.....	4
1.5 Maîtrise d'urbanisation	4
2. PROCÉDURE D'INSTRUCTION.....	4
2.1 Avis de l'autorité environnementale	4
2.2 Enquête publique.....	4
2.3 Avis du commissaire enquêteur.....	5
2.3 Avis des conseils municipaux.....	5
2.4 Avis des services consultés.....	5
2.5 Autres Avis	5
3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT.....	5
3.1 Les milieux naturels	5
3.2 L'eau	5
3.3 L'air.....	6
3.4 Le bruit.....	6
3.5 Les déchets.....	7
3.6 Impact sanitaire	7
3.7 Impact sur le trafic routier.....	7
3.8 Impact paysager.....	7
3.9 Prévention des risques	7
4. REJETS DE SUBSTANCES DANGEREUSES DANS L'EAU (RSDE).....	8
4.1 Objectif.....	8
4.2 Contexte réglementaire	8
4.3 Circulaire du 5 janvier 2009 et application en région Centre :	9
4.4 Programmation 2010 en région Centre	10
4.5 L'arrêté préfectoral proposé permet d'engager la phase de surveillance initiale.....	10
5. PROPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES INTRODUITES DANS L'ARRETE.....	10
6. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR	10
7. CONCLUSION ET PROPOSITIONS.....	10

PRESENTATION

Par lettre du 5 janvier 2010, Monsieur Franck ARLEN agissant en qualité de Président de la société SOCCOIM, dont le siège social est situé ZA « Les Pierrelets » à CHAINGY (45380), a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter en préfecture visant à régulariser les activités de son installation de compostage de déchets organiques qu'il exploite au lieu-dit «Le Petit Secval » sur la commune de DADONVILLE (45300).

La société SOCCOIM exploite déjà à cette même adresse une plate forme de compostage pour laquelle un récépissé de déclaration a été délivré le 10 juin 1998 au titre des rubriques 2170 et 2171 de la nomenclature des installations classées.

Suite à la visite du site le 29 septembre 2009, l'inspection des installations classées avait constaté que la production de compost pour l'année 2009 qui s'élevait à 3786.88 tonnes, correspondant à une production de 10.33 tonnes par jour, dépassait le seuil du régime déclaratif qui fixe une capacité de production supérieure ou égale à 1 tonne par jour et inférieure à 10 tonnes par jour. De ce fait, Monsieur le préfet a pris le 12 octobre 2009 un arrêté de mise en demeure imposant à la société SOCCOIM de déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Cette demande de la société SOCCOIM s'inscrit dans ce cadre et vise à conserver les mêmes activités liées au compostage, passant du régime de la déclaration à celui de l'autorisation, en actualisant les rubriques de la nomenclature afférentes à ce type d'activité d'une part, et d'autre part, à augmenter la capacité de traitement des déchets organiques en la portant désormais à 25 000 tonnes par an.

A cet effet, ce dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 5 janvier 2010, complété le 2 avril 2010 et le 7 juin 2010, et reconnu formellement recevable par rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 juillet 2010.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Nature et volume des activités

Suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées introduite par le décret du 13 avril 2010 susvisé, le tableau de classement de l'établissement s'établit comme suit :

Rub.	Libellé de la rubrique (activité)	Régime	Volume autorisé
2780	Installations de traitement aérobique (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation 1. Compostage de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t / j, 2. Compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM), de denrées végétales déclassées, de rebuts de fabrication de denrées alimentaires végétales, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets végétaux ou des effluents d'élevages ou des matières stercoraires : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 t / j, 3. Compostage d'autres déchets ou stabilisation biologique.	A	Quantité maximale de matières réceptionnée : - 85 tonnes par jour, ou - 25 000 tonnes par an.

2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant Supérieure ou égale à 10 t/j	A	Capacité maximale de traitement : 25 000 tonnes par an ou 85 tonnes par jour
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	A	Quantité maximum présente : 19 000 m ³
2171	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	D	Volume maximum présent : 18 000 m ³
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué) étant inférieure à 100 m ³	NC	Volume maximal annuel de carburant équivalent distribué : 6 m ³
1432	Stockage en réservoir manufacturé de Liquides inflammables a -stockage de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³ .	NC	1 cuve aérienne de fuel : 1,5 m ³ capacité totale équivalente : 0.3 m ³

A (Autorisation), D (déclaration) ou NC (non classée)

1.2 Description de l'établissement et historique administratif

Par récépissé de déclaration du 10 juin 1998, la société SOCCOIM a été autorisée à exploiter une plate forme de compostage au titre des rubriques 2170 et 2171 de la nomenclature des installations classées.

Localisation du site

Située à environ 4 km au Sud Est de PITHIVIERS, l'unité de compostage « La Solière du Gâtinais » est implantée en milieu rural au lieu-dit « le Petit Secval » sur la commune de DADONVILLE (coordonnées Lambert II étendu : X = 596 920 m ; Y = 2 350 427 m).

La plate-forme occupe une superficie de 15 111 m² sur la parcelle cadastrale n°175 de la section C.

Le site est bordé :

- au Nord : par une carrière,
- à l'Est : par un chemin rural desservant uniquement la plate-forme de compostage et la carrière,
- par des terrains cultivés dans toutes les autres directions.

L'habitation la plus proche, la ferme du Secval, se situe à 700 mètres au Nord Ouest du site.

Le site est implanté en zone classée NC au Plan d'Occupation des Sols (POS) valant Plan Local d'Urbanisme (PLU en construction) de la commune de DADONVILLE.

Description de l'installation existante

Le site tel qu'il existe actuellement est constitué :

- d'un bungalow comprenant un bureau et des sanitaires auquel est associé un parking deux places,
- d'un pont bascule,
- d'un bassin pompier et de deux bassins de rétention des lixiviats,
- d'aires destinées à la réception des végétaux, au broyage, à la fermentation, au criblage et au stockage des produits finis.

Le site est entouré sur les parties Sud, Ouest et Nord de merlons dont les hauteurs s'échelonnent de 2 mètres à 5 mètres.

Effectifs

La plate-forme de compostage emploie 1 salarié.

1.3 Présentation de la demande

Dans le cadre de la régularisation de la situation administrative de son établissement et de son extension, l'exploitant souhaite augmenter sa capacité de fabrication de compostage qui est de 12 000 tonnes par an à 25 000 tonnes par an. Cette capacité de fabrication envisagée pour cette activité relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du Code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessus.

Le pétitionnaire indique que le site ne sera pas agrandi et conservera son emprise actuelle.

1.4 Cadre administratif de l'instruction

La demande du pétitionnaire de porter la capacité de fabrication de compost sur la plate forme à 25 000 tonnes par an relève du régime de l'autorisation au titre de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement et par conséquent doit faire l'objet d'une enquête publique selon les dispositions prévues à l'article L.512-2 du Code précité.

1.5 Maîtrise d'urbanisation

La société SOCCOIM possède la maîtrise foncière du site sur lequel est implantée la plate-forme de compostage.

L'étude de danger du dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) a montré, au regard de divers scénarios incendie envisagés sur plusieurs parties de l'installation, que les flux thermiques issus des deux scénarios incendie de l'aire de réception des déchets verts et de stockage de déchets ne restaient pas confinés dans les limites de propriété du site. Dans ce cadre, des mesures compensatoires visant à confiner les flux thermiques de 5 kW/m² dans les limites de propriété, notamment pour les parties Sud et Ouest de l'installation, ont été définies (cf. 3.9 prévention des risques).

Toutefois, malgré ces mesures compensatoires, le pétitionnaire prévoit de passer une convention avec les propriétaires des terrains impactés afin d'interdire toute construction durant la durée de l'exploitation de la plate-forme de compostage.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 8 juillet 2010 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que l'examen des effets du projet sur l'environnement, la justification du projet quant à la prise en compte des objectifs de protection de l'environnement ainsi que la définition des mesures de suppression et réduction des incidences du projet sur l'environnement sont représentatifs du projet et en relation avec l'importance des risques engendrés par le projet.

2.2 Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée en mairies de DADONVILLE, BONDAROY, ESTOUY, YEVRE LA VILLE et ASCOUX du 15 octobre au 18 novembre 2010 inclus.

Lors de l'enquête publique, aucune observation n'a été portée sur les 5 registres mis à disposition du public dans les 5 mairies des communes précitées.

2.3 Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport du 27 novembre 2010, reçu le 7 décembre 2010 à la Direction Départementale de la Protection des Populations, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur la demande formulée par la société SOCCOIM quant à la régularisation et à l'extension des activités de la plate-forme de compostage située sur le site de DADONVILLE.

2.3 Avis des conseils municipaux

Les conseils municipaux des communes de ASCOUX et de DADONVILLE, lors de leurs délibérations respectives du 10 novembre 2010 et du 16 novembre 2010, ont émis un avis favorable sur le dossier soumis à enquête publique.

Aucune délibération des conseils municipaux des communes de BONDAROY, ESTOUY et YEVRE LA VILLE n'a été transmise au service de l'inspection pour ce projet.

2.4 Avis des services consultés

Dates	Services	Avis
24/09/2010	DDT	Avis favorable en soulignant le fait que l'exploitant doit se rapprocher du service public d'assainissement non collectif pour le traitement des eaux usées sanitaires afin de vérifier la conformité de l'installation du site (cf. art 4.3.2 du projet d'arrêté)
22/09/2010	ARS	Avis favorable
16/09/2010	SDAP	Avis favorable
25/08/2010	DIRECCTE	Pas d'observation particulière
17/09/2010	SDIS	Avis favorable sous réserves des préconisations relatives aux accès, aux mesures de prévention et de protection reprises dans le projet d'arrêté (articles 8.3.1.1, 8.3.1.2 et 8.7.3 du projet d'arrêté).

2.5 Autres Avis

Par courrier du 29 décembre 2010, le sous préfet de PITHIVIERS a émis un avis favorable sur le projet présenté par la société SOCCOIM.

3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT

3.1 Les milieux naturels

Le site est ceinturé sur ses abords par des cultures céréalières et par l'exploitation d'une carrière. Il se situe hydrogéologiquement sur la nappe des calcaires de Beauce.

Le plus proche cours d'eau avoisinant les installations de la société SOCCOIM est « La Noue » situé à 550 mètres du site.

D'autre part, l'installation n'est incluse dans aucun des sites naturels protégés (tels que Natura 2000, ZNIEFF, SIC).

3.2 L'eau

Alimentation

L'alimentation en eau potable du site s'opère par prélèvement sur le réseau alimentant la carrière et provenant de la ferme du Petit Secval. L'utilisation de l'eau se limite aux besoins sanitaires des personnels du site et éventuellement au remplèment du bassin incendie.

Un dispositif évitant tout retour intempestif d'effluents dans le réseau et un dispositif de comptage seront placés sur le réseau d'alimentation en eau potable.

Rejets

a) Eaux usées domestiques

Les eaux sanitaires usées sont collectées dans une fosse étanche de 5 m³, puis vidangées par un prestataire spécialisé.

b) Eaux pluviales et lixiviats

Aucun rejet direct du site n'est effectué vers le milieu naturel.

Compte tenu que le site est imperméabilisé, les eaux pluviales et les lixiviats, issus des andains de compost, sont collectés et acheminés vers deux bassins de confinement étanches, de capacité respective de 800 m³ et 250 m³, et dimensionnés pour recevoir les eaux pluviales ainsi que les éventuelles eaux d'extinction.

L'eau récupérée dans ces bassins est réutilisée pour l'arrosage des andains dans le cadre du process de fabrication du compost.

Les éventuels excédents de ces eaux de process, qui présentent un intérêt agronomique, seront valorisés dans le cadre d'un plan d'épandage, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. (cf. chapitre 9.1 du projet d'arrêté)

c) Prévention des pollutions accidentelles

L'ensemble de la plate forme est imperméabilisé.

Comme indiqué au paragraphe précédent, les eaux d'extinction d'un éventuel incendie seront récupérées via le réseau des eaux de process vers les deux bassins de confinement étanches.

A noter que le pétitionnaire mettra en place un réseau de surveillance des eaux souterraines au droit du site constitué de trois piézomètres afin d'assurer le suivi des paramètres suivants : Conductivité, pH, Chlore total, Azote global, COT, Fer, Manganèse, Cuivre, Zinc, Cadmium, Plomb, Arsenic, Chrome total, Mercure et Nickel. (cf. article 5.1.3 du projet d'arrêté)

3.3 L'air

Les émissions d'odeurs pourraient provenir du procédé de compostage lorsque celui-ci est mal exploité.

Afin de déterminer l'impact olfactif du site, une étude d'odeur a été réalisée par la société AROMA en décembre 2009. Cette étude a montré, au regard de l'augmentation projetée du tonnage du compost de 12 000 tonnes à 25 000, que la concentration d'odeur sera de 2.4 unités d'odeur (uo) par m³ à 98 percentiles chez le riverain le plus impacté, soit en deçà du seuil maximal fixé à 5 uo par l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation biologique aérobie soumises à autorisation.

Par ailleurs, le pétitionnaire prévoit de mettre en œuvre les dispositions suivantes afin de limiter et caractériser les nuisances olfactives :

- Réception et traitement au maximum sous 24h des matières hautement fermentescibles (article 3.1.3),
- Installation d'un système de brumisation de produit masquant (article 3.1.3),
- Réalisation d'une étude complémentaire d'odeurs (article 10.2.2).

Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté joint au présent rapport.

3.4 Le bruit

L'établissement fonctionnera 5 jours par semaine de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 du lundi au vendredi.

Les dernières mesures de niveau sonore ont été réalisées en mars 2010 sur 5 points au niveau des limites de propriété de la société SOCCOIM et un point situé à proximité de l'habitation la plus proche, la ferme du Secval, située à 700 mètres du site qui est une zone à émergence réglementée.

Cette étude acoustique a conclu au respect des dispositions imposées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 pour l'émergence sonore mesurée au niveau de l'habitation la plus proche. En revanche, un dépassement des niveaux admissibles en limite de propriété a été observé sur deux points de mesure qui sont dus à la conjugaison des sources sonores du site (utilisation du broyeur) et de la carrière connexe à la plate forme de compostage.

Les principales sources de bruit liées à l'exploitation sont dues :

- au fonctionnement du chargeur à godet,
- au fonctionnement d'un broyeur mobile présent sur site en moyenne une journée par mois,
- au fonctionnement d'un cribleur tamiseur mobile présent sur site en moyenne une journée par mois,

En tout état de cause, le pétitionnaire prévoit la réalisation d'une nouvelle campagne de mesure de bruit dans les six mois après la notification de l'arrêté préfectoral afin de valider le positionnement de son broyeur et s'assurer du respect des dispositions imposées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (article 10.2.3 du projet d'arrêté).

3.5 Les déchets

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations de la société SOCCOIM proviennent :

- des indésirables extraits des déchets verts (plastiques et gravats) qui seront orientés vers une filière appropriée,
- les lixiviats seront réutilisés pour l'arrosage des andains dans le cadre du process de fabrication du compost et, en cas d'excédent, seront valorisés en agriculture dans le cadre d'un plan d'épandage. (article 9.1 du projet d'arrêté)

3.6 Impact sanitaire

L'évaluation de l'impact sanitaire, établie selon le guide méthodologique de ASTEE, a conclu que les différentes sources d'émissions analysées ne présentent pas de risque pour la santé.

3.7 Impact sur le trafic routier

L'accès au site se fait par la RD950. L'augmentation du tonnage reçu sur la plate forme générera une augmentation du trafic des poids lourds de 10 à 35 véhicules par jour ouvrés, faisant passer le trafic de la RD950 imputable à l'activité du site de 0.1 % à 0.4 %.

3.8 Impact paysager

Compte tenu que l'installation est déjà existante et qu'il n'y aura pas d'extension de l'emprise foncière, l'impact paysager sera limité.

3.9 Prévention des risques

Dans le cadre de l'exploitation des installations sur le site, le risque incendie a été identifié comme risque majeur.

L'ensemble des dangers et risques a été identifié, étudié et les conséquences sur le voisinage ont été évaluées.

Ainsi, l'étude a retenu les évènements suivants :

- Incendie de l'aire de réception des déchets verts ;
- Incendie de l'aire de stockage des déchets broyés ;

Les scénarios étudiés ont démontré que des flux thermiques de 5 kW/m² sortent des limites de propriété et impactent des terrains agricoles (à l'Ouest et au Sud) ainsi que le terrain de la carrière (au Nord) connexe au site.

Dans ce cadre, le projet d'arrêté imposera à l'exploitant d'établir une convention avec les propriétaires des terrains impactés dans un délai de deux mois ou à défaut, de mettre en œuvre des mesures compensatoires visant à confiner sur site les flux thermiques évoqués ci-avant dans un délai maximum de six mois. (art 8.3.4 du projet d'arrêté)

Par ailleurs, concernant les éventuels effets dominos et émissions de gaz et fumées, l'étude a également démontré l'absence d'effet domino et qu'au regard des produits utilisés, hormis d'importantes émissions de fumées, il n'y a pas de risque de dégagement de vapeurs toxiques.

Pour lutter contre un éventuel incendie, le SDIS, consulté par le pétitionnaire le 19 octobre 2009, a déterminé la nécessité de disposer de 150 m³ d'eau.

A ce titre, les moyens de prévention et de protection contre l'incendie seront constitués (art 8.7.3) :

- d'un bassin incendie étanche d'une capacité de 150 m³,
- d'un engin de chantier destiné à isoler les parties enflammées des andains du reste de l'exploitation.

Rappelons que les éventuelles eaux d'extinction incendie seront collectées et confinées dans les deux bassins de rétention étanches d'une capacité globale de 1050 m³ (article 8.7.6.1).

4. REJETS DE SUBSTANCES DANGEREUSES DANS L'EAU (RSDE)

4.1 Objectif

Suite à l'adoption de la Directive Cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000, le Ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (RSDE). Les substances recherchées sont notamment celles visées par la Directive cadre sur l'eau (DCE), la Directive 76/464/CEE relative à la pollution causée par certaines substances dangereuses et la Directive fille de la DCE 2008/105/CE.

Cette action avait pour but de contribuer à répondre aux objectifs de la directive cadre sur l'eau (DCE) (réduction ou suppression des émissions de substances dangereuses) et du programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses (PNAR) (arrêté ministériel du 30/06/2005) qui découle de la Directive 76/464/CE.

Cette action nationale est présentée dans la circulaire DPPR/DE du 04 février 2002 et le rapport de synthèse nationale est disponible sur le site internet : <http://rsde.ineris.fr>

En région Centre, cette première campagne de recherches de substances dangereuses a permis d'analyser les rejets de 135 établissements industriels entre 2002 et 2007. Le rapport de synthèse régional est consultable sur le site internet de la DREAL Centre :

http://www.centre.driv.gouv.fr/environnement/EAU/Substances%20dangereusesEAUbilan%20phase1RSDE2002_2006.htm

L'analyse des résultats de la première campagne nationale a permis de préciser, pour 18 secteurs d'activité industrielle, l'ensemble des substances dangereuses ayant été détectées au moins une fois dans les rejets des installations de ce secteur ayant participé à la première phase. Elle a permis également d'identifier des substances qui étaient retrouvées dans la plupart des rejets, notamment les phtalates (plastifiants).

C'est au vu du bilan national que le ministère en charge de l'environnement a décidé de rentrer dans une deuxième phase de cette action nationale, dont les modalités de mise en œuvre sont définies par la circulaire du 5 janvier 2009 (détaillée au IV.3), qui va permettre la mise en place d'actions généralisées à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation et sur l'ensemble du territoire, mais déclinées sectoriellement, de surveillance et de quantification des flux de substances dangereuses dans les rejets aqueux.

Consécutivement à ces actions de surveillance visant à caractériser précisément les rejets voire conjointement dans les cas où des impacts avérés sur le milieu sont identifiés, des actions visant à la réduction des émissions de substances dangereuses seront engagées afin de respecter les objectifs de réduction et de bon état des masses d'eau définis dans les SDAGE.

4.2 Contexte réglementaire

Le contexte réglementaire est marqué par 3 directives européennes :

- La Directive 76/464/CEE
- La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE
- La Directive 2008/105/CE, Directive Fille de la DCE.

Ces directives distinguent plusieurs types de substances :

- les 13 substances dangereuses prioritaires de la DCE (mises à jour par la Directive Fille) qui ont un objectif de suppression des émissions à horizon 2021 (ou 2028 pour endosulfan et anthracène) ;
- les 20 substances prioritaires de la DCE qui ont un objectif de réduction des émissions d'ici 2015 ;
- les 8 substances de la liste I de la Directive 76/464/CEE pour lesquelles l'objectif est la suppression de la pollution des milieux ;
- les autres substances de la Directive 76/464/CEE (liste II), pour lesquelles les états membres doivent fixer des objectifs de réduction.

A ces objectifs s'ajoute l'objectif de bon état imposé par la DCE. L'atteinte du bon état se mesurera en fonction du respect des normes de qualité environnementale (NQE) dans le milieu pour les 41 substances suivantes : les 8 substances de la liste I de la Directive 76/464/CEE et les 33 substances prioritaires et dangereuses prioritaires de la DCE.

Réglementation française :

- Décret n° 2005-378 du 20/04/2005 relatif au Programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses (PNAR) :
- création d'un programme national de réduction pour les 18 substances de la liste I et les substances de la Liste II,
- définition de normes de qualité (NQ) pour ces substances,
- prise en compte ces objectifs dans les autorisations de rejet.
- AM du 30/06/2005 (modifié par l'AM du 21/03/2007) définissant le PNAR (substances pertinentes sur lesquelles agir et objectifs de réduction des émissions en %);
- AM du 20/04/2005 (modifié par l'AM du 21/03/2007) définissant :
 - des NQ pour les 18 substances de la liste I et 26 substances de la liste II,
 - la liste des substances pertinentes et non pertinentes au sens du PNAR
- Circulaire d'application de l'AM du 21/03/2007 définissant les NQ qui ne l'étaient pas encore et des objectifs nationaux de réduction par type de substances.
- Circulaire DGPR du 05/01/2009 relative à la mise en œuvre de la 2^e phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées

Les objectifs à retenir sont les suivants :

- la suppression des rejets à l'horizon 2021 pour les 13 substances dangereuses prioritaires (ou famille de substances prioritaires), voire 2028 pour deux substances (endosulfan, anthracène) ;
- le respect des normes de qualité environnementale correspondant à l'atteinte du bon état chimique (41 substances concernées, échéances 2015, 2021 et 2027) et à la non-détérioration des masses d'eau (substances de la liste II de la directive 76/464 repris en annexe V de la DCE). Ces normes de qualité environnementale sont la référence pour la fixation des valeurs limites d'émission (VLE) pour les installations classées notamment ;
- la réduction des émissions des 20 substances prioritaires d'ici 2015 ;
- la réduction des rejets des 89 substances pertinentes au titre du PNAR.

Les autorisations de rejet devront également prendre en compte les objectifs de réduction fixés par les SDAGE Loire-Bretagne et Seine-Normandie.

4.3 Circulaire du 5 janvier 2009 et application en région Centre :

Cette circulaire prévoit de mettre à jour l'ensemble des arrêtés préfectoraux des installations soumises à autorisation ayant des rejets dans l'eau afin de prescrire :

- Une **surveillance initiale** des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu),
- La remise d'un **rapport d'analyses** par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site,
- Une **surveillance pérenne** des substances qui seront jugées comme pertinentes au vu des résultats de la surveillance initiale,
- La réalisation par l'exploitant d'une **étude technico-économique** accompagnée d'un échéancier de réduction ou suppression des émissions de certaines substances pertinentes,
- La remise par l'exploitant d'un **rapport d'analyses** qui permettra de déterminer quelles substances doivent être abandonnées suite, notamment, à une amélioration de la qualité des rejets.

Elle fixe également précisément :

- les critères de priorisation des établissements concernés : les établissements relevant de la directive IPPC et ceux à priorité régionale doivent avoir mis en place une surveillance des rejets d'ici fin 2010 (en région Centre, 127 arrêtés préfectoraux ont été signés à la mi-mars 2010), les

autres établissements (installations classées soumises à autorisation) doivent avoir fait l'objet de prescriptions avant fin 2012,

- les critères permettant d'abandonner certaines substances des surveillances initiale et pérenne.

4.4 Programmation 2010 en région Centre

Les établissements qui feront l'objet de prescriptions de surveillance des rejets de substances dangereuses seront en priorité sur l'année 2010 les établissements ayant des rejets industriels de procédés (eaux de procédés, eaux de refroidissement, eaux de lavage...). Ceci représente entre 130 et 150 établissements sur la région Centre.

Conformément aux dispositions de la note d'application du Ministère en charge de l'environnement en date du 23 mars 2010, les substances qui feront l'objet d'une surveillance des rejets sont les substances en gras et les substances en italique du ou des secteurs d'activité de l'établissement telles que définies dans l'annexe I de la circulaire du 5 janvier 2009, ainsi que les substances des activités transverses (nettoyage...), le cas échéant, telles que définies dans l'annexe I de la circulaire du 5 janvier 2009.

4.5 L'arrêté préfectoral proposé permet d'engager la phase de surveillance initiale.

L'installation de compostage ne procède à aucun rejet aqueux direct vers le milieu naturel. Néanmoins, les lixiviats seront épandus annuellement dans le cadre d'un plan d'épandage tel que le définit le chapitre 9.1 du projet d'arrêté et les substances dangereuses dans l'eau (art 10.2.3.2) représentatives du secteur d'activité seront recherchées.

Sur la base des conclusions du rapport établi par l'exploitant à la fin de la phase de surveillance initiale, des prescriptions complémentaires seront prises afin de pérenniser la surveillance des substances dangereuses représentatives des rejets de l'établissement et de prescrire à l'exploitant la réalisation d'une étude technico-économique de réduction des rejets de substances dangereuses.

5. PROPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES INTRODUITES DANS L'ARRETE

Compte tenu de l'évolution de l'exploitation, le projet d'arrêté impose la réalisation :

- d'une nouvelle campagne acoustique dans les six mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, puis tous les 3 ans (art 9.3.4),
- d'une étude complémentaire de dispersion d'odeur dans les six mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, puis tous les 5 ans (art 10.2.2.1)

6. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Considérant que la consultation publique n'a fait apparaître aucune remarque,

Considérant que le commissaire enquêteur n'a formulé aucune observation et a émis un avis favorable sur le projet considéré,

Considérant que les conseils municipaux ayant transmis leur délibération ont émis un avis favorable au projet et les services de l'Etat consultés sur ce dossier ont émis un avis favorable avec d'éventuelles réserves,

Considérant que les mesures envisagées par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation sont de nature à prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

En conséquence, et compte tenu des mesures prises dans le dossier de demande d'autorisation ainsi que celles figurant dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport, le service instructeur émet un AVIS FAVORABLE sur le dossier présenté.

7. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et des avis formulés, l'Inspection des Installations Classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers et de limiter les risques lors de l'exploitation des installations prévues par la société SOCCOIM sur son site d'implantation de DADONVILLE.

Dans ces conditions, l'Inspection des Installations Classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET d'autoriser l'activité prévue par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport.

En application de l'article R.512-25 du Code de l'environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques devra être consulté sur ce projet.

L'inspecteur des installations classées,

SIGNE

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur. le préfet de la région Centre, préfet du Loiret,
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL – 45042 ORLEANS.

SIGNE

Localisation du site



